

DEPARTEMENT
DE LA VENDEE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE POUZAUGES

Arrêté
n°CC2026_144

ARRONDISSEMENT
de
FONTENAY LE COMTE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DE LA PRESIDENTE

5. Institutions et vie politique
5. 4. Délégation de fonctions

**ARRETE DE LA PRESIDENTE portant délégation de fonction et de signature
à Madame Annie TETARD - 8ème vice-Présidente**

Madame Bérangère SOULARD, Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Pouzauges, habilitée par la délibération n° CC08042602 du conseil communautaire en date du 8 avril 2026,

Vu la délibération du Conseil n° CC08042601 du 8 avril 2026 portant installation initiale du Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L5221- autorisant le président à donner sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de fonction aux vice-Président.e.s,

Vu la délibération n° CC 08042603 du 8 avril 2026 portant détermination du nombre de vice-Président.e.s, et de autres membres du conseil communautaire,

Vu la délibération n° CC08042604 du 8 avril 2026 portant élection des vice-Présidents (es) de la Communauté de communes,

Vu la délibération n° CC08042607 du 8 avril 2026 relative aux délégations d'attributions confiées à la Présidente par le Conseil communautaire en application de l'article L.5211-10 CGCT,

CONSIDERANT que la Présidente peut sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de fonction et de signature aux vice-Président.e.s,

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 8 avril 2026 , sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente, il est donné délégation de fonction à **Madame Annie TETARD ,8ème vice-Présidente** pour les affaires relatives aux « Solidarités», sur le volet « Familles ».

Dans l'exercice de ses fonctions, elle est en charge de la mise œuvre, l'animation et le suivi de la politique communautaire dans ce domaine, notamment : Dans l'exercice de ses fonctions, elle est en charge de la mise œuvre, l'animation et le suivi de la politique communautaire dans ce domaine, notamment :

- Etude d'opportunité d'une politique sociale et solidaire de territoire,
- Pilotage de la politique communautaire en matière d'enfance et jeunesse :
 - o Pilotage des politiques de prévention et d'accompagnement à la parentalité,
 - o Pilotage des équipements et des actions en matière de petite enfance et jeunesse, dans le respect des compétences statutaires,
- Pilotage des services dédiés au déploiement de l'accompagnement numérique sur le territoire,
- Animation de la politique de l'emploi et de la formation sur le territoire,

Article 2 : La présente délégation de fonctions emporte délégation de signature, à l'effet de signer tous les actes, arrêtés, contrats, bons de commande, décisions, documents, correspondances administratives et toutes les pièces comptables, relevant de la compétence déléguée.

a) Ceci concerne :

- les courriers et actes administratifs de gestion courante ne portant pas décision ;
- toutes réponses aux courriers des administrés et des administrations ;
- toute décision concernant l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées, prévus par les textes en vigueur lorsque les crédits sont inscrits au budget, à l'exception de la signature des avenants et des décisions de résiliation (notamment bons de commandes, certificats d'admission, procès-verbal de réception) ;
- les actes de commandes d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les engagements de dépenses ;
- les conventions liées aux affaires courantes et leurs avenants d'une durée maximum de 3 ans avec une participation annuelle de la collectivité et/ou une recette jusqu'à 5 000 € ;
- les documents et actes juridiques pris en exécution des délibérations votées par les instances délibérantes de la Communauté de communes du Pays de Pouzauges.

b) à l'exception :

- des contrats de délégation de service public,
- des actes d'engagement des marchés publics et de leurs pièces annexes,
- des contrats de mise à disposition permanente, ou précaire et révocable, et exclusive d'éléments immobiliers de la Communauté de communes,
- des conventions avec les partenaires (collectivités, associations, organismes publics, parapublics et privés), notamment les conventions d'objectifs accompagnées d'une subvention supérieure à 23 000 euros.

Article 3 : Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 : En application de l'article 6 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si **Madame Annie TETARD, 8ème vice-Présidente**, titulaire de la présente délégation estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe le délégant par écrit en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement **Madame Annie TETARD - 8ème vice-Présidente**, les présentes délégations et subdélégations seront exercées par :

- **Madame Céline REVEAU, 2ème vice-Présidente ;**

Article 6 : La présente délégation de fonctions et signature subsiste tant qu'elle n'est pas retirée. Le retrait de la délégation entraîne, de plein droit, la suppression des indemnités qui lui sont liées.

Envoyé en préfecture le 16/04/2026

Reçu en préfecture le 16/04/2026

Publié le

ID : 085-248500464-20260408-CC2026_144-AI

S²LOW

Article 7 : Le présent arrêté prend effet dès sa publication.

Article 8 : Monsieur le Directeur général des services de la Communauté de communes du Pays de Pouzauges est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au registre des arrêtés du Président, affiché, notifié à l'intéressé, et dont ampliation sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Fontenay-le-Comte et au comptable public.

Article 9 : Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6, Allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/ notification. Le requérant peut saisir la juridiction administrative compétente peut également être saisie de manière dématérialisée par l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Notifiée le 29/04/2026
Madame Annie TETARD



Bérangère Soulard
Présidente de la CC Pays de
Pouzauges
16 avr. 2026